

L'associatif militant face à la fascisation des réseaux sociaux: partir, rester ou dépasser?



Par Julien Annart

// Membre du Comité de rédaction d'Agir par la culture //

L'associatif militant face à la fascisation des réseaux sociaux: partir, rester ou dépasser?



Par Julien Annart

// Membre du Comité de rédaction d'Agir par la culture //

Si l'associatif a toujours entretenu un rapport ambivalent avec les réseaux sociaux, leur radicalisation vers l'extrême droite sous l'influence de leurs dirigeants pose plus que jamais la question de l'investissement de ces plateformes. Prenant acte de ce changement, nombre de journaux, d'associations, de politiques, de collectivités... ont déjà décidé de quitter X/Twitter et se posent la question pour Facebook. Alors, partir ou rester ? Et au-delà, comment modifier nos possibilités d'échanger numériquement ? Retour sur les enjeux de cette question et les arguments qui nourrissent ce débat.

L'associatif belge exprime des réticences anciennes et bien connues par rapport aux réseaux sociaux. Comme la critique du fait de « nourrir la bête » en alimentant des sociétés privées capitalistes friandes d'optimisation et d'évasion fiscales. Ou le constat d'un débat de faible qualité sur ces espaces qui favorisent une communication spectaculaire, une expression centrée sur l'individu voire la promotion de soi, des échanges acrimonieux encourageant l'opposition et le conflit plutôt que la recherche d'un commun, une dévalorisation des faits par rapport aux opinions. Bref, une agora à l'inverse de celle voulue par les divers courants progressistes.

Des caractéristiques structurelles propres à l'associatif expliquent aussi les réticences du secteur par rapport aux réseaux sociaux. Comme des compétences communicationnelles surtout développées pour les médias traditionnels, une méfiance par rapport au numérique comme projet néolibéral et un manque de maîtrise des codes des réseaux sociaux organisés autour du même et du *lol*¹.

Dans les faits, l'associatif est toutefois présent sur les réseaux sociaux, présence résultant souvent de débats internes animés.

1. Des codes culturels et visuels marqués par une ironie permanente qui semble désamorcer tout débat et des références nombreuses à la culture pop contemporaine ainsi que l'utilisation d'images très expressives détournées de leur contexte initial.

UN CADRE DÉGRADÉ

Si ces réticences sont légitimes et le questionnement qu'elles portent mérite notre attention, la situation a changé. Et ce changement nous invite à approfondir mais aussi à repenser ce questionnement.

Internet dans sa version grand public s'est construit selon la doctrine *move fast and break things* (*avancer vite et casser des trucs*), une logique valorisant la disruption violente inspirée par l'économiste Joseph Schumpeter, un conservateur considéré comme l'un des pères du néolibéralisme.

Les réseaux sociaux ont suivi ce même modèle de développement, y ajoutant une architecture fermée pour construire des écosystèmes clos dans une logique inverse à celle qui avait conduit à la création du Web. Il s'agit dans un premier temps d'augmenter rapidement le nombre d'utilisateurs attirés par une gratuité apparente et une multiplication des services proposés ; l'objectif étant de construire un monopole sur le secteur occupé. Puis, de monétiser ces centaines de millions d'usagers par un extractivisme de leurs données, une forme d'espionnage systématisé permettant de dresser des profils utilisés pour leur diffuser de la publicité². Enfin, faire payer les usages professionnels, initialement gratuits, de ces réseaux sociaux pour toutes les structures incapables de se priver des services de communication et d'organisation de ces réseaux sociaux au public gigantesque ; une problématique que connaît bien le secteur culturel.

Ces abus de position dominante à visée économique sont bien documentés. Mais ils prennent un autre sens avec l'accélération récente de ces mêmes abus dans une optique politique. L'engagement d'Elon Musk auprès de Donald Trump et la mise à disposition de X/Twitter au service de sa campagne électorale avant son soutien réitéré au parti allemand d'extrême droite AFD et son salut nazi lors d'un rassemblement républicain en janvier 2025, la participation de Mark Zuckerberg à un podcast d'extrême droite où il a proféré des propos masculinistes avant de confirmer l'abandon de la modération sur ses réseaux sociaux... Tout cela indique non seulement une absence de neutralité de réseaux sociaux devenus des plateformes majeures d'information mais plus encore un soutien à des idées réactionnaires.

Dans ces conditions, la question de la présence sur les réseaux sociaux et de leur investissement se pose avec une acuité encore plus forte.

REVUE DES ARGUMENTS

Alors, pourquoi investir les réseaux sociaux pour l'associatif ? Pour partager ses idées, quitte à « faire de la com' », et occuper cette agora nouvelle où s'est déplacé une bonne partie du débat public. Mais aussi pour mobiliser, fédérer, participer ou organiser les mouvements sociaux, les contestations, les revendications. Pour peser sur les cercles de décision et sur les médias, sensibles à l'impact des réseaux sociaux depuis le début des années 2010.

2. Le groupe Meta, maison-mère de Facebook, capte en 2024 11 % des revenus publicitaires mondiaux.

Mais ces raisons demeurent-elles encore valables face à la situation actuelle ? Les partisans progressistes d'un maintien d'une activité sur

les réseaux sociaux, et en particulier sur X/Twitter, défendent la nécessité d'une lutte dans l'espace public numérique, l'importance de ne pas laisser la parole aux seuls néofascistes, l'utilité de continuer à convaincre par le dialogue, l'impact d'une parole de gauche sur tous les canaux contemporains de communication. Soit, sommairement résumée, la thèse du combat pour l'hégémonie culturelle de Gramsci.

UNE DESTRUCTION DE L'ESPACE PUBLIC

La question se pose-t-elle toutefois en ces termes ? D'une part, la mise à disposition par Musk et Zuckerberg de leurs réseaux sociaux au service de partis politiques d'extrême droite valide la critique traditionnelle de la gauche radicale sur la propriété des moyens de production de l'information et de son impact sur l'organisation du débat public³.

D'autre part, comme le montraient les numéros 65 et 66 d'*Agir par la culture* dédiés aux enjeux politiques du numérique, les biais et les orientations volontaires des algorithmes régissant ces réseaux modifient en profondeur la notion d'espace de débat public.

Une récente étude du Center for AI & Digital Humanism⁴ montre à quel point X/Twitter a été utilisé pour favoriser le parti d'extrême droite AFD lors des dernières élections législatives allemandes. Par sa permissivité envers d'innombrables comptes fictifs animés par programmes automatiques et par l'orientation plus que probable des algorithmes en faveur des thématiques du parti néofasciste, X/Twitter a donné une visibilité à l'AFD équivalente à celle de toutes les autres partis politiques allemands réunis. À tel point que l'enquête ouverte par la Commission européenne contre X/Twitter va s'étendre à ces manipulations volontaires d'élections.

Dans ces conditions, comment considérer que le débat public est encore possible, que les vertus de la publicité des échanges d'arguments peuvent encore se déployer afin d'éclairer un choix conscient des électeur-ices ? Comment croire, comme l'affirme l'ancien directeur de Human Right Watch, que quitter X/Twitter est une erreur pour les progressistes tant il resterait un espace de discussion important ? Comment imaginer que les paroles associatives, défavorisées par les algorithmes de certains réseaux sociaux impactent encore le débat public face à la désinformation ? Comment continuer à faire vivre une information plurielle face aux logiques de bulles informationnelles favorisées par ces réseaux ?

D'AUTRES PERSPECTIVES ?

3. *L'idéologie allemande de Marx, Engels et Weydemeyer (1845-1846), L'homme unidimensionnel d'Herbert Marcuse (1964), La fabrication du consentement de Noam Chomsky et Edward Herman (1988)...*

4. À consulter ici : www.canva.com/design/DAGesRcirKQ/4-mOPKQEfWtozFtO_jUKRQ/view

C'est enfoncer des portes ouvertes que de dire que contrôler l'algorithme, c'est contrôler le débat public. Pourtant, il semblerait que telle soit bien la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui face à des entreprises qui ont explicitement renoncé à leur vernis libéral, aux limites imposées par les pouvoirs publics et aux changements demandés par les mouvements militants. Si les plateformes du groupe Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) et X/Twitter semblent aujourd'hui perdus pour l'associatif, qu'en est-il des autres réseaux sociaux et des autres espaces numériques ?

Mastodon et Bluesky ont été les réseaux sociaux les plus mis en avant comme alternatives à X/Twitter. Tous deux décentralisés, ils favorisent peu ou pas les algorithmes de recommandation et laissent une liberté aux utilisateurs pour organiser leur fil informationnel. Mais le premier demeure plus complexe que les autres réseaux sociaux et est surtout utilisé par des personnes au fort capital culturel numérique, tandis que la gouvernance du second pose question sur le développement de son modèle économique et laisse planer le doute sur ses évolutions futures. Toutefois, leur investissement par des acteurs, des institutions et des structures progressistes ainsi que leur politique de modération semblent les désigner comme des alternatives valables pour l'associatif.

Front Porch Forum, un réseau social du Vermont aux États-Unis, propose aussi un modèle différent en se concentrant sur les échanges locaux, favorisant la communication entre membres d'une même communauté sans chercher à les monétiser. Si l'on peut se questionner sur une approche communautaire porteuse d'un certain repli sur soi et de discussions dépolitisées, le contre-modèle qu'il propose ouvre toutefois des perspectives intéressantes pour une autre forme de réseau social.

Car il s'agit bien de cela, mettre l'internet 2.0, centré sur la création participative et les réseaux sociaux, au service d'un projet de société aujourd'hui en danger. Wikipédia, l'une des plus grandes réussites collectives d'internet, apparaît comme une référence majeure dans ce sens. Vieille de près d'un quart de siècle, l'encyclopédie en ligne a su maintenir son ambition de partage neutre du savoir tout en conservant son mode de fonctionnement collaboratif, en créant une organisation favorisant le débat et les échanges entre participants sans renoncer à son modèle économique évacuant toute notion de profit. Un projet qui semble allier celui des Lumières et des débuts d'internet. Il n'y a pas de hasard à voir Wikipédia attaquée aujourd'hui par l'extrême-droite.

TRANSFORMER LES RÉSEAUX SOCIAUX EN BIEN COMMUN

Ces attaques contre Wikipédia illustrent bien la volonté réactionnaire actuellement à l'œuvre. Il ne s'agit plus seulement de privatiser des espaces publics⁵ pour les intégrer à l'économie capitaliste mais de les transformer en outils au service de la mise en place d'une société fasciste.

Face à ce projet, les réponses individuelles et même associatives sont utiles, voire indispensables, mais elles ne peuvent à elles seules suffire au regard du caractère structurel de l'emprise des entreprises commerciales sur internet⁶.

Plus largement, il faut repenser la question de leur contrôle, de leur statut en tant qu'objets communs et publics.

5. Internet est initialement né au sein d'universités et de programmes militaires financés par des fonds publics.

6. Par exemple, Amazon (32 %), Microsoft (22 %) et Google (11 %) concentrent 65 % des serveurs *cloud* commerciaux mondiaux en y proposant des services professionnels variés comme du stockage de données ou des machines virtuelles.

Plusieurs solutions peuvent être envisagées comme l'étatisation des réseaux sociaux, leur mutualisation nationale sur le modèle de la Sécurité sociale voire internationale sur le modèle de Wikipédia. Cela impliquerait une gouvernance collective, une transparence des algorithmes, des objectifs non lucratifs et un financement mutualisé.

La référence à la Sécurité sociale n'est pas innocente. Au 20^e siècle, la sortie progressive de l'économie capitaliste de secteurs considérés comme essentiels constitue une étape majeure dans l'édification d'une société démocratique. Le cadre matériel qu'elle a mis en place a permis l'exercice réel des droits citoyens autrement réduits à leur seule perspective théorique. Il en va de même pour les réseaux sociaux à considérer comme des espaces d'information et d'échanges nécessaires à l'exercice de ces droits citoyens. Leur influence déterminante sur le débat public, que nous avons évoquée auparavant, invite à les requalifier en secteur essentiel, à changer le cadre législatif et social qui les régule. À les sortir du droit privé pour les transformer en bien commun.

Au delà de se demander s'il faut partir ou rester sur ces plateformes toxiques, l'associatif militant belge pourrait donc œuvrer à diffuser auprès de ses publics les arguments en faveur de nouveaux modèles de réseaux sociaux basés sur une logique de mutualisation, pensée autour de la décentralisation technique mais aussi organisationnelle et économique. Et faire pression sur le monde politique dans ce sens.

